

PREFECTURE D'EURE-ET-LOIR

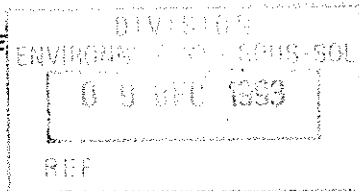
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de l'Urbanisme
et de l'Environnement

FP/H

Affaire suivie par : Mme POLVE

Tél. 37.27.70.95.



ARRETE AUTORISANT L'ENTREPRISE GENET
A EXPLOITER UNE CARRIERE A CIEL OUVERT
D'ARGILES A SILEX SUR LE TERRITOIRE DES
COMMUNES DE FONTAINE LA GUYON ET
SAINT LUPERCE

*Le PREFET d'EURE ET LOIR,
Chevalier de la Légion d'Honneur*

ARRETE N° 3453

Vu le Code minier et notamment son article 106 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et de l'Habitation ;

Vu la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques complétée par la loi n° 80.532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance ;

Vu la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

Vu le décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi précitée ;

Vu la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le décret n° 79.1108 du 20 décembre 1979 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci ;

Vu la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu les décrets n° 85.448 et 85.453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi précitée et modifiant diverses dispositions prises en application du Code minier ;

Vu le décret n° 85.1506 du 31 décembre 1985 modifiant le décret n° 79.1108 du 20 décembre 1979, notamment son article 20 ;

.../...

Vu la loi n° 89.413 du 22 juin 1989 relative au Code de la voirie routière ;

Vu les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration ;

Vu la demande présentée le 15 mars 1993 par Monsieur GENET, dont le siège social se situe à MITTAINVILLIERS, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex, sur le territoire des communes de FONTAINE-LA-GUYON, SAINT-LUPERCE au lieudit "Les Lasses" dans les parcelles cadastrées section ZI n° 1 et 2 sur le territoire de FONTAINE-LA-GUYON et section Z n° 159pp, 160pp, 161pp, 162, 163, 6, 8, 9, 11 à 14 sur le territoire de la commune de SAINT-LUPERCE portant sur une superficie exploitable de 23ha 30a ;

Vu l'étude d'impact et ses annexes jointes à la demande de l'Entreprise GENET ;

Vu les résultats de l'enquête publique et l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur ;

Vu les avis exprimés par les services techniques et les conseils municipaux de FONTAINE-LA-GUYON, SAINT-LUPERCE, COURVILLE-SUR-EURE et SAINT-ARNOULT-DES-BOIS consultés lors de l'instruction du dossier et de l'enquête publique et le mémoire en réponse du pétitionnaire ;

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, en date du 14 septembre 1993 ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Départementale des Carrières lors de sa séance du 15 novembre 1993 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'EURE et LOIR ;

A R R E T E

Article 1 -

L'Entreprise GENET, dont le siège social est situé à MITTAINVILLIERS, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex située sur le territoire des communes de FONTAINE-LA-GUYON, SAINT-LUPERCE au lieudit "Les Lasses" dans les parcelles cadastrées section ZI n° 1 et 2 sur le territoire de FONTAINE-LA-GUYON et section Z n° 159pp, 160pp, 161pp, 162, 163, 6, 8, 9, 11 à 14 sur le territoire de la commune de SAINT-LUPERCE portant sur une superficie exploitable de 23ha 30a.

Article 2 -

La présente autorisation est délivrée pour une durée de neuf ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le pétitionnaire est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, d'en faire la demande au moins 6 mois avant la date d'expiration de cette dernière.

Article 3 -

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Elle est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables, notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, à l'utilisation de produits explosifs, aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, aux découvertes archéologiques, à la voirie des collectivités locales, et au travail.

Article 4 -

L'exploitation est soumise aux conditions suivantes :

- l'installation de traitement des matériaux sera conforme à la réglementation relative aux Installations Classées et fera l'objet des procédures réglementaires ;*
- le stockage d'hydrocarbures est interdit ;*
- les véhicules seront ravitaillés au-dessus d'une aire étanche munie d'un réservoir de collecte des hydrocarbures ;*
- l'entretien et la réparation des engins sont interdits sur le site de la carrière ;*
- les forages de prélèvement d'eau seront réalisés selon les règles de l'art et seront déclarés conformément aux dispositions du Code minier (article 131) et du décret du 29 mars 1993.*

Article 5 -

L'exploitation sera conduite conformément aux dispositions du dossier de demande d'autorisation, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

En particulier, les conditions suivantes seront rigoureusement respectées :

Avant l'exploitation :

- le pétitionnaire fera borner le périmètre soumis à l'extraction ;
- des panneaux seront apposés sur chacune des voies d'accès au chantier et comporteront en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence à l'arrêté préfectoral et l'objet des travaux ;
- aux abords des courbes de la route départementale D 24.4, les merlons seront remplacés par une clôture ;
- le bénéficiaire de la présente autorisation devra prendre des mesures nécessaires pour éviter tout dépôt de détrit, d'ordures ménagères, de déchets industriels ou de démolition à l'intérieur de la fouille, éventuellement par la pose d'une clôture ;
- quinze jours avant toute opération de décapage, l'exploitant informera par lettre recommandée la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Centre - Service Régional de l'Archéologie, du programme et de la localisation de cette opération ;
- pour éviter les salissures du réseau routier, un décrotteur de roues efficace sera installé en sortie de l'exploitation ;
- le pétitionnaire devra signer une convention avec les services concernés du Département et de l'Etat ; ces conventions prévoiront les conditions d'utilisation, d'aménagement, d'entretien et de remise en état de la voirie.

Au fur et à mesure de l'exploitation :

- la découverte sera effectuée en une seule couche correspondant à l'horizon humifère. Ces terres devront être conservées séparément en merlons périphériques pour être utilisées au réaménagement de l'excavation et de ses abords ;
- en cas de découverte archéologique fortuite, l'exploitant en informera immédiatement le Conservateur Régional de l'Archéologie, accordera l'accès aux personnes dûment mandatées par le service de l'Archéologie pour toute surveillance, observation ou sauvetage éventuel et conduira l'exploitation en tenant compte des fouilles éventuelles ;
- les excavations résultant de l'extraction des matériaux seront remblayées intégralement avec des matériaux non susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux. Les matériaux de démolition seront interdits.
- les zones abandonnées de la carrière et non nécessaires à la poursuite de l'exploitation de celle-ci devront être remises en état sans attendre, par régalage des terres de découverte.

Dès l'achèvement de l'exploitation et au plus tard à la date d'échéance de l'autorisation

- tous les matériels quels qu'ils soient devront avoir été enlevés de l'emplacement. Il ne devra substituer sur celui-ci aucune épave ni aucun dépôt de matériaux. Les sols devront être reconstitués sur l'ensemble du périmètre exploité et rendus à la culture ;
- les sols seront reconstitués sur l'ensemble du périmètre exploité à la cote d'origine ;
- les abords des fouilles devront avoir été régaliés et nettoyés ;
- les aires de travail ainsi que les aires de circulation provisoires devront avoir été décapées des matériaux stabilisés qui y auraient été régaliés.

Article 6 -

A la fin de chaque année d'exploitation, l'exploitant fera connaître à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, dans un mémoire accompagné de plans justificatifs, l'avancement des travaux de remise en état des sols et des aménagements réalisés, ainsi que le programme d'extraction pour l'année suivante.

Article 7 - Modifications des conditions d'exploitation

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées doit faire l'objet d'une déclaration préalable du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 8 - Abandon des travaux

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux, et quatre mois avant la fin de la remise en état des lieux, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en faire la déclaration au Préfet.

La déclaration, produite en onze exemplaires, fournit les indications de l'article 1er ci-dessus, ainsi que les dates des décisions préfectorales intervenues depuis le début des travaux.

La déclaration est accompagnée d'un mémoire contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux visés à l'article 5 ci-dessus et les mesures prises pour éviter les dangers.

Article 9 - Sanctions

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues à l'article 142 du Code minier.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène et d'inobservation des mesures en application de l'article 84 du Code minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait peut être également prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation.

Article 10 -

Le présent arrêté sera notifié au demandeur.

Ampliations en seront adressées à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre (2 exemplaires), à Messieurs les Maires de FONTAINE-LA-GUYON et SAINT-LUPERCE, à Messieurs les Directeurs et Chefs de Service consultés lors de l'instruction de la demande. Il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais du demandeur, inséré dans un journal régional ou local diffusé dans le département, et affiché par les soins des Maires de FONTAINE-LA-GUYON et SAINT-LUPERCE.

La présente décision peut faire l'objet, par le pétitionnaire, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, dans les deux mois à partir de sa notification.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'Industrie.

Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite).

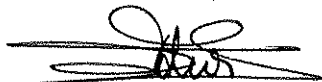
Article 11 -

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Messieurs les Maires de FONTAINE-LA-GUYON et SAINT-LUPERCE, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, Messieurs les Directeurs et Chefs de Services intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 19 NOV. 1993

POUR LE PREFET,
Le SECRETAIRE GENERAL,

Pour Ampliation,
L'Attaché, Chef de Bureau



Paulette BAHON



Jean-Jacques CARON